

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1005

19 avril 2014

SOMMAIRE

Advantage, SICAV	48199	Finarch S.à r.l.	48219
Alius Worth S.A. - SPF	48227	First State Investments Fund Management	
Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l.		S. à r.l.	48232
.....	48234	First State Investments GIP Management	
Ateliers de Pétange	48197	S.à r.l.	48230
B&D Finance 2 S.A.	48216	Gemea S.A.	48195
B&D Finance S.A.	48216	Hoparlux S.A.	48197
Belca Holding S.A.	48239	Immo-Bijoux S.A.	48197
Cervin S.A.	48223	I&T Lux Invest S.A.	48234
Cervin S.A.-SPF	48223	M Finance S.A.	48194
Clann Hotel s.à r.l.	48227	Mokamobile s.à r.l.	48200
Comfintex S.A.	48199	Oevole Anlage A.G.	48198
Covam Holding S.A.	48196	Prospect SPF S.A.	48198
Craven Properties S.à r.l.	48240	Signalhorn S.à r.l.	48201
C.RO Ports S.A.	48196	Tibidabo Invest S.A.	48194
Euripides S.A.	48194	Tikehau Fund	48203
Euromobiliare International Fund	48200	Urca S.A.	48195
Evoris Groupe s.à r.l.	48240	Vars Investment Luxembourg	48195
Fame International S.A.	48198	Violin FinCo S.à r.l.	48236
Financial Reporting Systems Luxembourg		Winning Funds	48196
S.A.	48212		

Euripides S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 103.044.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 mai 2014 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014048313/10/18.

Tibidabo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 169.314.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 7 mai 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue par les statuts
2. Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
4. Affectation du résultat
5. Décharge pleine et entière à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2012
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055774/795/18.

M Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 68.825.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE

qui se tiendra extraordinairement le 28 avril 2014 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Nominations Statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014050980/795/18.

Gemea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.202.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *12 mai 2014* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014048314/10/19.

Urca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.203.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *12 mai 2014* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014048315/10/19.

Vars Investment Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 111.792.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *8 mai 2014* à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055764/506/16.

Covam Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 64.602.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mai 2014 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014051502/696/17.

Winning Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 78.249.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg, le 8 mai 2014 à 10 H 00 pour délibérer sur l'ordre du jour suivant

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises indépendant de la Société;
2. Approbation des comptes annuels de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
3. Affectation des résultats de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
4. Décharge des administrateurs de la Société pour l'exécution de leur mandat pendant l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
5. Nominations statutaires (démission(s) et ou nomination(s)).

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055766/755/20.

C.RO Ports S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 149.469.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale particulière du 25 février 2014

En date du 25 février 2014, Madame Anne-Marie Grieder a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes. L'Assemblée Générale a accepté cette démission.

L'Assemblée décide de nommer le réviseur d'entreprises agréé BDO Audit S.A. - R.C.S. Luxembourg B147570, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, pour le contrôle légal des comptes. Le mandat du réviseur d'entreprises agréé ainsi nommé viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CERTIFIE CONFORME

Michel Jadot / Jozef Adriaens
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014030934/17.

(140034979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Immo-Bijoux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 104.114.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social en date du 9 mai 2014 à 18 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2013.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C., le cas échéant.
6. Renouvellement des mandats d'administrateur et de Commissaire.
7. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014055765/1004/19.

Hoparlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 69.800.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mai 2014 à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014046127/10/19.

Ateliers de Pétange, Société Anonyme.

Siège social: L-4908 Pétange, 50, rue des Ateliers.

R.C.S. Luxembourg B 69.066.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'administration lors de la séance du 11 octobre 2013

«Lors de sa séance du 11 octobre 2013, le Conseil d'administration a pris acte de la démission de M. RIPPINGER, Président du Conseil d'Administration, à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le Conseil a décidé à l'unanimité, de coopter M. Marc POLINI, demeurant professionnellement à 50, rue des Ateliers, L-4908 Pétange, Président du Conseil d'Administration à partir du 1^{er} janvier 2014.

M. POLINI, sous réserve de la confirmation de sa désignation par la prochaine Assemblée générale ordinaire, termine le mandat de son prédécesseur.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014030855/16.

(140034370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Oevole Anlage A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 102.513.

—
Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 18 mars 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 5 mai 2014 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014048308/795/19.

Prospect SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 15.471.

—
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le 30 avril 2014 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014050981/795/15.

Fame International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 129.738.

—
We hereby give you notice of an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company which will be held in front of a notary on Friday 9th May 2014 at 11:00 o'clock (local time) at the following address:

Hôtel Sofitel Luxembourg
4, rue du Fort Niedergrunewald
Quartier Européen Nord
L-2015 Luxembourg

Said meeting is the adjournment of the Extraordinary General Meeting held on 11th April 2014, the agenda of which is as follows:

Agenda:

1. Presentation and approval of audited interim financial statements as at December 31, 2013 and as at February 28, 2014.

2. Reduction of the subscribed capital of the Company in an amount of USD 5,002,107 by absorption of the retained losses as of December 31, 2013, without cancellation of shares and by reduction of the par value of the shares from USD 1,000 to USD 259.6052 per share.
3. Subsequent increase of the subscribed capital of the Company by an amount of USD 1,049,847 by incorporation of most of the profit as of February 28, 2014 such that the new subscribed capital of the Company shall be of USD 2,803,740, without issue of new shares, but by increase of the par value of the shares from USD 259.6052 to USD 415 per share.
4. Subsequent amendment of article 6.1. of the Company's Articles of Incorporation.
5. Election of a new Executive Board Member and decision on his remuneration.

At the request of shareholders as per article 70, paragraph 2, of the Luxembourg law of 10th August 2015 on commercial companies as modified, the above mentioned Extraordinary General Meeting of Shareholders will be immediately followed by an Ordinary General Meeting of Shareholders

at which the following Agenda will be considered:

Agenda:

1. Discussion on (i) the rationale and feasibility of the proposed reduction and increase of the share capital of the Company (ii) the terms, conditions and rationale of the sale of MIF SA to GIC BVI and (iii) the financial situation of the Company on the basis of audited interim accounts dated at least 15th April 2014 and confirmation by the Executive Board of the Company that the profits that are proposed to be incorporated to the share capital of the Company still exist at that date; discussion on viability and continuity of the Company.

Proxy forms for shareholders not attending the meeting in person as well as voting forms are available at the registered office of the Company.

To be valid, voting forms must be received by the Company 48 hours before the meeting.

The Executive Board.

Référence de publication: 2014055046/42.

Comfintex S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 21.707.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 avril 2014 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:
«Article deux:
La Société est constituée pour une période illimitée.
La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale de la Société.»
2. Suppression de l'article 9 des statuts de la Société,
3. Suppression de la dernière ligne de l'article 10 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:
«Article dix:
L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.»
4. Divers.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014050239/755/22.

Advantage, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 53.801.

It is hereby brought to the shareholders of the Company's (the "Shareholders") attention that, following a decision of the board of directors of the Company (the "Board of Directors") the annual general meeting of Shareholders (the "Meeting") held on April 1st, 2014 at 2:00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company, 2, Rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, has been adjourned to four (4) weeks and that the

48200

MEETING

will resume on *April 29th*, 2014 at 2:00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company with the same agenda.

Shareholders are invited to complete and submit a new proxy which shall replace the former proxy in its entirety.

In order to be valid for this meeting, proxies should arrive at the registered office of the Company by the close of business on April 25th, 2014.

Each entire share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting by proxy.

If you do not expect to attend the meeting in person, please sign and date the proxy form and return it as soon as possible by email (domiciliation@efa.eu) or by fax to the following number: +352 48 65 61 84 44 and subsequently by airmail at the following address (European Fund Administration S.A., Mrs. Anne Tabresse/Mr. Michael Schulz, 2, rue d'Alsace, P.O. BOX 1725, L-1017 Luxembourg).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014050979/755/22.

Mokamobile s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 62, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 166.105.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 27 novembre 2013, numéro 2013/2470 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 6 décembre 2013, relation: CAP/2013/4614 de la société à responsabilité limitée "MOKAMOBILE s.à r.l.", avec siège social à L-8437 Steinfort, 62, rue de Koerich, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 166.105, constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 23 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 473 du 22 février 2012, ce qui suit:

- les sociétés «PLATINUM ASSET MANAGEMENT S.A.» et «COMPTOIR DE DISTRIBUTION LUXEMBOURGEOIS, S. à r.l., en abrégé CODILUX, S. à r.l.», seuls associées, ont déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 27 novembre 2013,

- la société dissoute n'a plus d'activités.

- les associées ont déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'elles assument tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-8011 Strassen, 239A, route d'Arlon.

Bascharage, le 10 décembre 2013.

Pour extrait conforme

Alex WEBER

Le notaire

Référence de publication: 2014035718/27.

(130211539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

EUROFUNDLUX, Euromobiliare International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 82.461.

Les actionnaires sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *28 avril 2014* à 11 heures au siège social de la société sous rubrique avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte rendu d'activité du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice social clôturé au 31 décembre 2013
2. Approbation des Etats Financiers au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat
4. Rémunération des Administrateurs pour l'exercice 2014
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an
6. Divers

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action, quels que soient le compartiment et la classe ou sous-classe auxquels elle se rapporte et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire dans son compartiment et sa classe ou sous-classe, donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister ou être représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire, le propriétaire d'actions au porteur sera tenu de déposer son récépissé de souscription ou tout autre document probant aux guichets de l'une des agences mentionnés ci-dessous, accompagné éventuellement d'une procuration cinq (5) jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sont admis à assister ou être représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire tous les actionnaires nominatifs inscrits dans le registre des actionnaires (5) cinq jours francs avant la tenue de ladite Assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives devront aviser le Conseil d'Administration de la Société par écrit cinq (5) jours francs avant l'Assemblée de leur intention d'y participer soit personnellement, soit par procuration, laquelle devra être déposée cinq (5) jours francs avant l'Assemblée à l'un des guichets mentionnés ci-dessous.

Au Grand-Duché de Luxembourg: Credem International (Lux) S.A., 10/12, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

En Italie: BNP Paribas Securities Services (Succursale di Milano), Via Ansperto, 5 - I-20121 Milano

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration en désignant un représentant de l'Agent Domiciliaire, c'est-à-dire Credem International (Lux) S.A., comme mandataire. Des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au Siège Social de la Société; la procuration doit être communiquée au mandataire endéans le délai indiqué ci-dessus, moyennant câble, télégramme, télex, télécopie ou tout moyen similaire soit directement à Credem International (Lux) S.A., soit par l'intermédiaire de BNP Paribas Securities Services (Succursale di Milano).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014046133/38.

Signalhorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.973.081,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 113.340.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh of April.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

Léa GNALY, lawyer, with professional address in Luxembourg acting on behalf of the board of managers of Signalhorn S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 113.340, incorporated on 20 December 2005 pursuant to a deed of Maître Frank BADEN, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 730 of 11 April 2006.

The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 21 September 2012 published in the Mémorial number 2720 of 8 November 2012 (the "Company"),

by virtue of the power and authority conferred on her by the resolutions of the board of managers of the Company adopted on 30 December 2013.

A copy of said resolutions after having been signed *in variatur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the undersigned notary to record that:

- in accordance with the merger proposal in notarial form, following a deed of the undersigned notary on 10 February 2014, published in the Mémorial, number 459 of 20 February 2014, the Company, as the absorbing company (the "Absorbing Company"), and Signalhorn Sales S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 130.191, incorporated by a deed of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, on 10 July 2007, published in the Mémorial number 1955 of 12 September 2007, as the absorbed company (the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"), contemplated to merge;

- all of the documents, required by Article 267 (1) and Article 278 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended have been made available at the registered office of the Absorbing Company, for inspection by the shareholders, at least one (1) month before the date hereof;

- no shareholder of the Absorbing Company, having at least five (5) per cent of the shares, required, during the period of one (1) month following the publication in the Mémorial of the merger proposal, the convening of an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, called to resolve upon the merger;

- consequently, the merger will be effective between the Merging Companies on the date hereof and vis à vis third parties on the date of the publication of this certificate (certificat de fusion) in the Mémorial. The merger entailed ipso jure the universal transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Moreover, the Absorbing Company will as from the date hereof carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist and in particular carry out all agreements existing with the creditors of the Absorbed Company and will be subrogated to all rights and obligations resulting from such agreements;

- following the merger, the Absorbed Company will cease to exist and the shares of the Absorbed Company shall be cancelled.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary, the present deed.

Follow the french version:

L'an deux mille quatorze, le onze avril.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Léa GNALY, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant pour le compte du conseil de gérance de Signahorn S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.340, constituée le 20 décembre 2005, suivant un acte de Maître Frank BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 730 du 11 avril 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant, le 21 septembre 2012, publié au Mémorial numéro 2720 du 8 novembre 2012 (la "Société"),

en vertu des pouvoirs et de l'autorité qui lui sont conférés aux termes des résolutions du conseil de gérance de la Société adoptées le 30 décembre 2013.

Une copie desdites résolutions, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

- conformément au projet de fusion établi sous forme notariée, suivant un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 février 2014, publié au Mémorial numéro 459 du 20 février 2014, la Société, en tant que société absorbante (la "Société Absorbante"), et Signahorn Sales S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.191, constituée suivant un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 juillet 2007, publié au Mémorial numéro 1955 du 12 septembre 2007, en tant que société absorbée (la "Société Absorbée" et ensemble avec la Société Absorbante, les "Sociétés Fusionnantes"), ont projeté de fusionner;

- tous les documents, requis par l'Article 267 (1) et l'Article 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée ont été mis à disposition au siège social de la Société Absorbante, pour prise de connaissance par les associés, au moins un (1) mois avant la date de ce certificat;

- aucun associé de la Société Absorbante, disposant d'au moins cinq (5) pour cent des parts sociales n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial du projet de fusion, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion;

- en conséquence, la fusion est devenue définitive entre les Sociétés Fusionnantes à la date de ce certificat et vis-à-vis des tiers à la date de la publication de ce certificat de fusion au Mémorial. La fusion a entraîné de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante. De plus, la Société Absorbante exécutera à partir de ce jour tous les contrats et obligations, de quelle que nature qu'ils soient, de la Société Absorbée tels que ces contrats et obligations existent à cette date et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats;

- suite à la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: Gnaly, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 avril 2014. Relation: EAC/2014/5272. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014054084/102.

(140061456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Tikehau Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 186.113.

— STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the eighteen day of March.

Before Us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, to whom the present deed will remain.

THERE APPEARED:

Tikehau Investment Management, a company incorporated in France, registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 491909446, having its registered office at 32, rue de Monceau, 75008 Paris, France, and authorized as a management company by the French Autorité des Marchés Financiers under number GP-07000006,

here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, having professional address in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal dated 7 March 2014;

Hereinafter referred to as the "Party".

The above mentioned proxy, being initialed *ne varietur* by the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation (the "Articles") of a public limited company (*société anonyme*), the incorporation of which such party has approved.

Art. 1. Formation. There is established, among the subscribers and all those who may become shareholders hereafter issued, a corporation in the form of a *société anonyme* under the name of "Tikehau Fund" qualifying as a "*société d'investissement à capital variable (SICAV)*" (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other liquid financial assets with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the benefit of the management of the Company's Sub-Funds.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 related to undertakings for collective investment ("the Investment Fund Law").

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors" or the "Directors").

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; despite such temporary transfer of its registered office, the Company will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital - Sub-funds - Classes of shares. The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company, as determined in accordance with Article seventeen (17) hereof.

The currency of the capital of the Company is the Euro (EUR).

The initial capital amounts to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one thousand (31,000) fully paid up shares with no nominal value.

The capital subscribed must reach one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000) within a period of six (6) months following the authorisation of the Company.

The Board of Directors is authorised without limitation at any time to issue further shares at the respective Net Asset Value per share determined in accordance with Article seventeen (17) hereof without reserving to existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company, or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, redemptions and conversions, receiving payment and delivering any new shares.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be issued in respect of different sub-funds (the "Sub-Funds") and the proceeds of the issue of each Sub-Fund's shares shall be invested pursuant to Article three (3) hereof in transferable securities and other liquid financial assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, to such specific types of equity, debt securities or other eligible liquid financial assets as the Board of Directors shall from time to time determine.

The Company including all of its Sub-funds is regarded as a single legal entity. However, each Sub-Fund shall be liable for its own debts and obligations. In addition, for the purpose of the relations between the shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity having its own contributions, capital gains, losses, charges and expenses.

The Board of Directors reserves the right to create new Sub-Funds and to fix the investment policy, currency denomination and any other feature of these Sub-Funds.

The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two (2) or more classes (the "Classes") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned, but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, hedging policy, reference currency, distribution policy or other specificity is applied to each Class.

The shares shall be and remain registered shares. Fractions of registered shares shall be issued, up to three (3) decimal places, unless otherwise indicated in the Company's offering prospectus.

No share certificates will be issued, unless otherwise indicated in the Company's offering prospectus. Registered share ownership will be evidenced by confirmation of ownership and registration on the share register of the Company. When issued, share certificates shall be signed by two (2) Directors.

One or both such signatures may be printed or facsimile as the Board of Directors shall determine.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent that the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis.

Art. 6. Lost certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as may be imposed or permitted by applicable law and as the Company may determine consistent therewith. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued, shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new share certificates at the discretion of the Company.

The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof, and in connection with the annulment of the old share certificates.

Art. 7. Restrictions. In the interest of the Company, the Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any physical person or legal entity.

Art. 8. General meetings. Any regularly constituted meeting of the shareholders of this Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, will be held on every third Thursday of April at the time determined in the notice of meeting and will be held for the first time in 2015. If such day is a legal bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg, if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

All meetings shall be convened in the manner provided for by Luxembourg law.

Each share, regardless of the Net Asset Value per share as referred to Article seventeen (17), is entitled to one (1) vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (who needs not be a shareholder

and who may be a Director of the Company) at his proxy. The proxy shall be provided in writing or in the form of a cable, telegram, telex, telefax or similar communication.

Resolutions concerning the interests of the shareholders of the Company shall be taken in general meetings and resolutions concerning the particular rights of the shareholders of one (1) specific Sub-Fund or Class of shares shall in addition be taken by that Sub-Fund or Class general meeting.

Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a duly convened meeting of shareholders will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions for the participation in meetings of shareholders.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 10. Chairman. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman (the "Chairman"), and may choose from among its members one (1) or more Vice-Chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint any officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax or similar communication from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or in form of a telefax or similar communication.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone conference, video conference or any other communication means, provided that the vote is confirmed in writing.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In cases when there is an even number of directors, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

Art. 11. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or by the chairman pro tempore of that meeting or by two (2) Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 12. Powers. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors is authorised to determine the Company's investment policy in compliance with the relevant legal provisions and the object set out in Article three (3) hereof and as stated in any offering prospectus in force from time to time.

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made

a) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Investment Fund Law,

b) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union and in a contracting party to the Agreement on the European Economic Area that is not a member state of the European Union within its limits set forth and related acts ("Member State"), which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

c) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an OECD member country or dealt in on another market in an OECD member country which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

d) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as

e) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering prospectus of the Company.

The Board of Directors of the Company may decide to invest up to 100% of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, an OECD member country or public international bodies of which one (1) or more Member States of the European Union are members, provided that such Sub-Fund must hold securities from at least six (6) different issuers, but securities from one (1) issue may not account for more than 30% of the net assets of the total amount.

The Board of Directors of the Company may decide that investments of any Sub-Fund be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Investment Fund Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by the Investment Fund Law and financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its offering prospectus.

The Board of Directors may decide that investments of any Sub-Fund be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark or the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Sub-Funds of the Company will not invest more than 10% of their net assets in undertakings for collective investment ("UCI") as defined in the Investment Fund Law and unless specifically permitted to do so by the investment policy applicable to a Sub-Fund as published in the offering prospectus of the Company.

By way of derogation from the above 10% limit, any Sub-Fund may be entitled to adopt a master-feeder investment policy in compliance with the provisions of the Investment Fund Law and under the condition that such a policy is specifically permitted by the investment policy applicable to a Sub-Fund as published in the offering prospectus of the Company.

A Sub-Fund of the Company may, subject to the conditions provided for in the offering prospectus of the Company and to the conditions of the Investment Fund Law, subscribe, acquire and/or hold securities to be issued by one or more Sub-Funds of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges whilst allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may choose that part or all of the assets of certain Sub-Funds will be managed in common with assets belonging to other Sub-Funds of the Company and/or with assets belonging to any other Luxembourg investment fund.

Art. 13. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Art. 14. Indemnity. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other fund of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 15. Delegation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one (1) or several physical persons or corporate entities, who need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers. If delegation is made to a Board Member under this Article, the Board of Directors must have received authorisation from the General Meeting of shareholders.

The Company may designate a management company in compliance with the provisions of the Investment Fund Law.

The appointment and revocation of the Company's service providers, including the management company (if any), will be decided by the Board of Directors of the Company at the majority of the Directors present or represented.

Art. 16. Signatures. The Company will be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorised Director or officer of the Company or by the individual signature of any other person (s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Net asset value. Whenever the Company shall issue, redeem or convert shares of any Sub-Fund of the Company, the price per share shall be based on the Net Asset Value of the shares as defined herein.

The Net Asset Value of each Class shall be determined by the Company or its delegate from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph, in no instance less than twice (2) a month on such full bank business day or days in Luxembourg as the Board of Directors by resolution may direct (every such valuation day for which the Net Asset Value shall be determined will be referred to herein as "Valuation Date").

When a Valuation Date falls on a day observed as a holiday on a stock exchange which is the principal market for a significant proportion of the Sub-Funds' investment or is a market for a significant proportion of the Sub-Funds' investment or is holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of the Sub-Funds, the Company may decide that a Net Asset Value will not be calculated on such Valuation Date.

The Net Asset Value per share in each Class (the "Net Asset Value per share") will be expressed in the reference currency of the respective Class as a per share figure, and shall be determined on each Valuation Date by dividing the value of the assets of the Sub-Fund properly able to be allocated to such Class less the liabilities of the Sub-fund properly able to be allocated to such Class by the number of shares then outstanding in the Class on the Valuation Date. The Net Asset Value per share of each Class may be rounded up or down to the nearest two (2) decimals of the reference currency of such Class of shares.

The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any Sub-Fund, and the issue, redemption and conversion thereof, in the following instances:

- a) following a suspension of the calculation of the net asset value per share of the Master Fund or any other suspension or deferral of the issue, redemption and/or exchange of shares in the Master Fund; or
 - b) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed, which is the main market or stock exchange for a significant part of the Sub-Fund's investments, for in which trading therein is restricted or suspended; or
 - c) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of a Sub-Fund; or it is impossible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is impossible for the Company fairly to determine the value of any assets in a Sub-Fund; or
 - d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Sub-Fund's investments or of current prices on any stock exchange; or
 - e) when for any reason (i) the prices of any investment owned by the Sub-Fund cannot be reasonable, promptly or accurately ascertained or (ii) the calculation of the net asset value of any relevant Master Fund is suspended; or
 - f) during the period when remittance of monies which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Sub-Fund's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or
 - g) following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several Sub-Funds; or
 - h) in the case of a merger, if the Board of Directors deems this to be justified for the protection of the shareholders;
- or
- i) in all other cases in which the Board of Directors considers a suspension to be in the best interest of the shareholders.

Any such suspension shall be published by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby.

The value of the assets of each Sub-Fund is determined as follows:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another market in an OECD member country which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public provided, are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Board of Directors or its delegate with a view to establish the probable sales price for such securities;

(ii) non-listed securities are valued on the basis of their probable sales price as determined in good faith by the Board of Directors or its delegate;

(iii) Shares or units of UCITS (including any Master Fund) or other UCIs are valued at the latest available net asset value per share;

(iv) liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;

(v) derivatives are valued at market value;

(vi) the Board of Directors may adjust the value of any investment if, having regard to its currency, marketability, applicable interest rates, anticipated rates of dividend, maturity, liquidity or any other relevant considerations, it considers that such adjustment is required to reflect the fair value thereof;

(vii) if the Board of Directors deems it necessary, a specific investment may be valued under an alternative method of valuation chosen by the Board of Directors.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the Net Asset Value per share, the applicable foreign exchange rate on the respective Valuation Date will be used.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees charged to the Sub-Funds as well as accrued income on investments.

In the event that it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Board of Directors or its delegate is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each Sub-Fund's total assets.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors or by a delegate of the Board of Directors in calculating the Net Asset Value shall be final and binding on the Company and on present, past or future shareholders. The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a Director or a duly authorised representative or a delegate of the Board of Directors.

Art. 18. Issue of shares. Whenever shares of any Sub-Fund of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be the Net Asset Value thereof as determined in accordance with the provisions of Article seventeen (17) hereof. The Board of Directors may also decide that an issue commission has to be paid. Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the Board of Directors and indicated in the offering prospectus, from the applicable Valuation Date as referred to in Article seventeen (17) hereof. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any Sub-Fund.

Subscriptions received before a certain hour ("cut-off time") on a specific date (which does not need to be the Valuation Date) as determined by the Board of Directors from time to time shall be processed at the Net Asset Value determined for the applicable Valuation Date. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date. The investor will bear any taxes or other expenses attaching to the application.

Any request must be filed by investors in irrevocable written form at the registered office of the Company, or at the registered office of the person or entity designated by the Company as delegate for the reception and execution of subscription orders.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the Board of Directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board of Directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the Board of Directors by an independent auditor or an independent valuer(s) designated by the Board of Directors for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, the costs of which shall be borne by the prospective investor.

Art. 19. Redemption and conversion of shares. As is more specifically described below, the Company has the power to redeem its own outstanding fully paid shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

A shareholder of any Sub-Fund of the Company may at any time irrevocably request the Company to redeem all or any part of his shares of that Sub-Fund.

In the event of such request, the Company shall redeem such shares subject to any suspension of the redemption obligations pursuant to Article seventeen (17) hereof. Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

If requests for redemption for any Valuation Date exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund's shares, the Company reserves the right to postpone redemption of all or part of such shares to the following Valuation Date. On the following Valuation date such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for redemption.

The shareholder will be paid a price per share equal to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article seventeen (17) hereof less a repurchase commission (if applicable) which shall be determined from time to time by the Board of Directors.

Redemption applications received before the cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time for a Valuation Date shall be processed at the Net Asset Value determined for that date. If redemption applications are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date.

Payment to a shareholder under this Article will be made in the relevant Class currency and shall be dispatched within a period as determined by the Board of Directors and indicated in the offering prospectus, and receipt of the correct documentation.

Any request must be filed by such shareholder in irrevocable, written form at the registered office of the Company in Luxembourg, or at the office of the person or entity designated by the Company as delegate for the repurchase of shares, such request in the case of shares for which a certificate has been issued to be accompanied by the certificate or certificates for such shares in proper form or by proper evidence of succession or assignment satisfactory to the Company.

The payment of the redemption price may be made in cash or consideration in kind at the Board of Directors' request, subject however to the prior approval of the concerned shareholders. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other shareholders of the Company. Any redemption for consideration in kind shall be subject to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company and of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

The Board of Directors may decide to compulsorily redeem shares under the conditions set forth in the offering prospectus of the Company.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares, with a minimum amount of shares which shall be determined by the Board of Directors from time to time, into shares of another Class which may or may not belong to the same Sub-Fund.

If requests for conversion added to the requests for redemption for any Valuation Date exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund's shares, the Company reserves the right to postpone the conversion and redemption of all or part of such shares to the following Valuation Date. On the following Valuation Date such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for conversion.

Conversion applications received before the cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time for a Valuation Date shall be processed at the Net Asset Value determined for that Valuation Date. If conversion applications are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date.

Conversions of shares into shares of any other Class will only be made on a Valuation Date if the Net Asset Value of both Classes is calculated on the same day. Such conversions shall be free of any charge except that normal costs of administration may be levied. Shareholders may be requested to bear the difference in initial commission between the Class they leave and the Class of which they become shareholders, should the initial commission of the Class into which the shareholders are converting their shares be higher than the commission of the Class they leave.

Art. 20. Expenses. The Company shall bear the following expenses:

- (i) all fees to be paid to the management company (if applicable), the central administration, the investment manager (s), the investment advisor(s), the depositary bank and any other service providers or agents that may be appointed or employed from time to time;
- (ii) the taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Company;
- (iii) standard brokerage and bank charges incurred by the Company's business transactions;
- (iv) all fees due to the auditor and the legal advisors to the Company;
- (v) all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, in particular and where applicable, the cost of drafting, printing and distributing the annual and semi-annual reports, as well as any prospectuses or any other similar documents;
- (vi) all expenses involved in registering and maintaining the Company registered with all governmental agencies and stock exchanges;
- (vii) the remuneration of the Directors, the insurance of Directors if any, and their reasonable out-of-pocket expenses;

(viii) all other fees and expenses incurred in connection with its operation, administration, its management and distribution.

All recurring expenses will be charged first against current income, then, should this not suffice, against realised capital gains, and, if need be, against assets.

Each Sub-Fund may amortise its own expenses of establishment over a period of five (5) years as of the date of its creation. The expenses of first establishment will be charged to the Sub-Funds opened at the incorporation of the Company and shall be amortised over a period not exceeding five (5) years.

Any costs, which are not attributable to a specific Sub-Fund, incurred by the Company will be charged to all Sub-Funds in proportion to their average Net Asset Value. Each Sub-Fund will be charged with all costs or expenses directly attributable to it.

Art. 21. Fiscal year and financial statements. The fiscal year of the Company shall commence on the 1st of January of each year and shall end on the 31st of December each year. The first accounting year shall commence upon the incorporation of the Company and shall end on the 31st of December 2014.

Separate financial statements shall be issued for each Sub-Fund in the currency in which the Sub-funds are denominated. To establish the balance sheet of the Company, those different financial statements will be consolidated after conversion of each reference currency of each Sub-Fund into the currency of the capital of the Company.

Art. 22. Authorized auditor. The Company shall appoint an authorised Auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) who shall carry out the duties prescribed by the Investment Fund Law.

The Auditor shall be elected by the annual general meeting and shall remain in office until its successor is elected.

Art. 23. Dividends. The general meeting of shareholders shall determine how the profits (including net realised capital gains) of the Company shall be distributed and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, dividends, provided, however, that the minimum capital of the Company does not fall below one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.00).

Dividends may also be paid out of net unrealised losses. For each Class or Classes of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Dividends declared will be paid in the relevant Class currency on the date of payment or in shares of the Company and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

Art. 24. Liquidation or merger of the Company. In the event of the liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The liquidators shall realise the Company’s assets in the best interest of the shareholders and shall distribute the net liquidation proceeds (after deduction of liquidation charges and expenses) to the shareholders in proportion to their shares in the Company. Any amounts not claimed promptly by the shareholders will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation. Amounts not claimed from the escrow within the statute of limitations will be forfeited according to the provisions of Luxembourg law.

The Company may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the Investment Fund Law. The Board of Directors of the Company will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Investment Fund Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable.

In accordance with article 79 (4) of the Investment Fund Law, the Company shall be dissolved and liquidated if the Master Fund is liquidated, divided into two or more UCITS or merged with another UCITS, unless the Commission de Surveillance du Secteur Financier approves either (a) the investment of at least 85% of the assets of the Company into units of another master UCITS or (b) the Company’s conversion into a UCITS which is not a feeder UCITS within the meaning of the Investment Fund Law.

Art. 25. Termination of a sub-fund or a class of shares. A Sub-Fund or Class may be terminated by resolution of the Board of Directors of the Company if the Net Asset Value of a Sub-Fund or of a Class is below an amount as determined by the Board of Directors from time to time, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned would justify such liquidation or if necessary in the interests of the shareholders or the Company. In such event, the assets of the Sub-Fund or Class will be realised, the liabilities discharged and the net proceeds of realisation distributed to shareholders in proportion to their holding of shares in that Sub-Fund or Class. Notice of the termination of the Sub-Fund or Class will be given in writing to registered shareholders and may be published in any newspapers as the Board of Directors may determine from time to time at its own discretion.

Any amounts not claimed by any shareholder shall be deposited at the close of liquidation with the Caisse de Consignation.

Unless otherwise decided by the Board of Directors in the interest of, or in order to ensure equal treatment between shareholders, the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class may continue to request the redemption of their shares or the conversion of their shares, free of any redemption or conversion charges (except disinvestment costs) prior to the effective date of the liquidation. Such redemption or conversion will then be executed by taking into account the liquidation costs and expenses related thereto.

Art. 26. Contribution or merger of a sub-fund or a class of shares to another sub-fund or class of shares within the company. A Sub-Fund or Class may be contributed to another Sub-Fund or Class of another Sub-Fund of the Company by resolution of the Board of Directors of the Company if the value of its net assets is below an amount as determined by the Board of Directors from time to time or in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board should conclude, in the light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or Class to operate in an economically efficient manner, or with due regard to the best interests of the shareholders, that a Sub-Fund or Class should be contributed to another Sub-Fund or Class. Notice of such contribution will be given in writing to registered shareholders and may be published in any newspapers as the Board of Directors may determine from time to time at its own discretion. Each shareholder of the relevant Sub-Funds or Classes shall be given the possibility, within a period of one (1) month as of the date of the publication, to request either the repurchase of its shares, free of any charges, or the conversion of its shares, free of any charges, against shares of Sub-Funds not concerned by the contribution.

At the expiry of this 1 (one) month's period any shareholder who did not request the repurchase or the conversion of its shares, shall be bound by the decision relating to the contribution.

Any Sub-Fund may, either as a merging Sub-Fund or as a receiving Sub-Fund, be subject to mergers with another Sub-Fund of the Company in accordance with the definitions and conditions set out in the Investment Fund Law. The Board of Directors of the Company will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Investment Fund Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting, is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Sub-Funds concerned by the merger will be required.

Art. 27. Contribution or merger of a sub-fund or a class of shares to another sub-fund or class of shares of another investment fund. A Sub-Fund or Class may be contributed to another Luxembourg investment fund organised under Part I of the Investment Fund Law by resolution of the Board of Directors of the Company if the value of its net assets is below an amount as determined by the Board of Directors from time to time or in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board should conclude, in the light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the shareholders, that a Sub-Fund or Class should be contributed to a Sub-Fund or Class of another fund. In such events, notice will be given in writing to registered shareholders and/or will be published in such newspapers as determined from time to time by the Board of Directors. Each shareholder of the relevant Sub-Fund or Class shall be given the possibility, within a period to be determined by the Board of Directors but not being less than one month and published in any newspaper as the Board of Directors may determine from time to time at its own discretion, to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request redemption or conversion. In the case of a contribution to a mutual fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution. When a Sub-Fund or Class is contributed to another Luxembourg investment fund, the valuation of the Sub-Fund's assets shall be verified by the auditor of the Company who shall issue a written report at the time of the contribution.

A Sub-Fund or Class may be contributed to a foreign investment fund only when the relevant Sub-Fund's or Class' shareholders have unanimously approved the contribution or on the condition that only the shareholders who have approved such contribution are effectively transferred to that foreign fund.

Any Sub-Fund may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the Investment Fund Law. The Board of Directors of the Company will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Investment Fund Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Sub-Funds concerned by the merger will be required.

Art. 28. Amendment. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Investment Fund Law.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to 31,000 Euros and has been subscribed as follows:

- 31,000 fully paid-up shares with no par value held by Tikehau Investment Management, prenamed;

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-), as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to three thousand Euros (EUR 3,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party representing the entire subscribed share capital immediately took the following resolutions:

- The address of the registered office of the Company is set at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- The following are appointed for a term expiring at the annual general meeting in 2015:

- * Bruno de Pampelonne, born in Paris, France, on 15/09/1958, with professional residence at 32, rue de Monceau, 75008 Paris, France, as Director;

- * Jean-Marc Delfieux, born in La Celle Saint-Cloud (78), France, on 09/05/1971, with professional residence at 32, rue de Monceau, 75008 Paris, France, as Director; and

- * Bertrand Gibeau, born in Limoges (87), France, on 08/07/1979, with professional residence at 51, rue Sainte Anne, 75002 Paris, France, as Independent Director.

- Ernst & Young SA, with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register under number B 47771, is appointed as independent auditor of the Company for a term expiring at the annual general meeting in 2015.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 mars 2014. Relation: EAC/2014/4052. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014053388/538.

(140061293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 54.638.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of March.

In front of Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the "Meeting") of Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office located at 89F, rue Pafebruch "WestSide Village", L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg") under number B 54.638 (the "Company").

The Meeting is presided by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The chairman appoints as secretary Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The Meeting elects as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The chairman requests the notary to act that:

I. The name of the sole shareholder and the number of shares held by him are indicated in an attendance list, signed by the proxy of the sole shareholder represented and by the members of the bureau of the Meeting. Such attendance-list will remain attached to the original of this deed.

II. It appears from the said attendance list that all the 81,928 (eighty-one thousand nine hundred twenty-eight) shares representing the whole share capital of the Company, are represented at the Meeting.

The Meeting is therefore validly constituted and may validly resolve on its agenda known to the sole shareholder present or represented, the sole shareholder being present or represented at the Meeting.

III.- That it is intended to merge the subsidiary of the Company, being Finarch S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at 208, route de Burange, L-3429 Dudelange, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78.384 (the "Absorbed Company", together with the Company, the "Merging Companies"), into the Company whereby the Absorbed Company shall cease to exist and its entire assets and liabilities shall be transferred to the Company, as absorbing company (the "Merger").

IV.- That the provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been fulfilled with as follows:

- Publication on 28 February 2014 of the common draft terms of merger in the Mémorial C number 538, corresponding to a period of at least 1 (one) month before the date of the general meetings of shareholders of each of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger;

- Waiver by the shareholders of each of the Merging Companies of their right to examine the annual accounts of the Merging Companies as at 31 December 2013; and

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of each of the Merging Companies at least one month before the date of the general meetings of shareholders of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger.

V.- That the agenda (the "Agenda") of the meeting is the following:

1. Waiving of convening notice;
2. Acknowledgement in connection with the merger by absorption of Finarch S.à r.l. by the Company, of the draft common terms of merger;
3. Approval of the merger by absorption of Finarch S.à r.l. by the Company and of the dissolution without liquidation of Finarch S.à r.l. by operation of the merger; and
4. Miscellaneous.

After approval of the above statements, the following resolutions were taken:

First resolution

It is resolved that the Meeting waives the right to prior notice of the current Meeting. The Meeting acknowledges having been sufficiently informed of the agenda for the Meeting and confirms that it considers the Meeting validly convened and therefore agrees to deliberate and votes upon all the items on the agenda. It was further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Meeting within sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution

The Meeting declares that it has knowledge of the common draft terms of merger relating to the Merger.

The Merger will be implemented by the transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company, without exception and reserves, to the Company, as absorbing company.

MERGER PROJECT

The Meeting notes that the board of managers of the Company, as absorbing company, and the sole manager of the Absorbed Company, entered into the common draft terms of merger (the "Merger Project"), under private seal, on 24 February 2014.

The Meeting further notes that the Merger Project was published in the Mémorial C number 538 dated 28 February 2014.

Explanatory report of the merging companies and independent expert report

The Meeting notes that, in accordance with Article 278 of the Law, articles 265 and 266 of the Law are not applicable, and therefore, the detailed written report of the management bodies of the Merging Companies explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project, as well as the report of an independent expert on the Merger Project, are not required and have not been prepared.

Interim financial statements

The Meeting notes that, in accordance with Article 267 (1) of the Law, the shareholders of each of the Merging Companies have unanimously decided to waive their right to examine the annual accounts as at 31 December 2013 concerning each of the Merging Companies and instead interim accounts as of 31 December 2013 have been prepared.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, as amended, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the shareholders of each of the Merging Companies at the registered office of each of the Merging Companies.

Third resolution

The Meeting resolves to approve the Merger, as described in the common terms of merger and published in the Mémorial C number 538 dated 28 February 2014, in all its provisions and its entirety, without exception and reserves and the subsequent dissolution without liquidation of the Absorbed Company by operation of the Merger.

From a legal standpoint, the Merger will become effective (i) between the Merging Companies as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger and (ii) vis-à-vis third parties as from the publication with the Mémorial of the minutes of the extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et unième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique (l'«Assemblée») de Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 89F, rue Pafebruch "WestSide Village", L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 54.638 (la «Société»).

L'Assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employé privé, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le président nomme en tant que secrétaire Madame Claudia ROUCKERT, employé privé, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

L'Assemblée élit en tant que scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, employé privé, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le président requiert le notaire d'acter que:

I.- Le nom de l'actionnaire unique et le nombre de d'actions détenues par celui-ci sont indiqués sur une liste de présence signée par le mandataire de l'actionnaire unique et par les membres du bureau de l'Assemblée. Cette liste de présence restera annexée à l'original du présent acte.

II.- Il apparaît de ladite liste de présence que les 81.928 (quatre-vingt-un mille neuf cent vingt-huit) actions, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées à l'Assemblée.

L'Assemblée est par conséquent valablement constituée et peut valablement se prononcer sur tous les points portés à son ordre du jour connu de l'actionnaire unique présent ou représenté, l'actionnaire unique étant présent ou représenté à l'Assemblée.

III.- Qu'il est envisagé de fusionner la filiale de la Société, étant Finarch S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social sis au 208, route de Burange, L-3429 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 78.384 (la «Société Absorbée», ensemble avec la Société, les «Sociétés Fusionnantes»), avec la Société, à la suite de quoi la Société Absorbée cessera d'exister et la totalité de ses actifs et passifs sera transférée à la Société, en tant que société absorbante (la «Fusion»).

IV.- Que les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

- Publication le 28 février 2014 du projet commun de fusion au Mémorial C numéro 538, correspondant à une période d'au moins 1 (un) mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion;

- Renonciation par les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes à leur droit d'examiner les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes au 31 décembre 2013; et

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion.

V.- Que l'ordre du jour (l'«Ordre du Jour») de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation au droit de convocation préalable;

2. Reconnaissance, en relation avec la fusion par absorption de Finarch S.à r.l. par la Société, du projet commun de fusion;

3. Approbation de la fusion par absorption de Finarch S.à r.l. par la Société et de la dissolution sans liquidation de Finarch S.à r.l. par effet de la fusion; et

4. Divers.

Suite à l'approbation des déclarations qui précèdent, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est décidé que l'Assemblée renonce à son droit de convocation préalable afférent à la présente Assemblée. L'Assemblée reconnaît avoir été suffisamment informée de l'ordre du jour de l'Assemblée et confirme qu'elle considère l'Assemblée valablement convoquée et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Assemblée dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

L'Assemblée déclare avoir connaissance du projet commun de fusion relatif à la Fusion.

La Fusion sera mise en oeuvre par l'apport de l'ensemble des actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée, sans exception ni réserves, à la Société, en tant que société absorbante.

PROJET DE FUSION

L'Assemblée note que le conseil d'administration de la Société, en tant que société absorbante, et le gérant unique de la Société Absorbée, ont conclu un projet commun de fusion (le «Projet de Fusion»), sous seing privé, en date du 24 février 2014.

L'Assemblée note ensuite que le Projet de Fusion a été publié au Mémorial C numéro 538 en date du 28 février 2014.

Rapport explicatif des sociétés Fusionnantes et rapport de l'expert indépendant

L'Assemblée note que, conformément à l'Article 278 de la Loi, les articles 265 et 266 de la Loi ne sont pas applicables et, par conséquent, le rapport écrit détaillé des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes expliquant et établissant les motifs juridiques et économiques du Projet de Fusion, ainsi que le rapport de l'expert indépendant sur le Projet de Fusion, ne sont pas requis et n'ont pas été préparés.

Etats comptables intérimaires

L'Assemblée note que, conformément à l'Article 267 (1) de la Loi, les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont unanimement décidé de renoncer à leur droit d'examiner les comptes annuels au 31 décembre 2013 concernant chacune des Sociétés Fusionnantes et, à la place, des comptes intérimaires à la date du 31 décembre 2013 ont été préparés.

Documentation publique

Conformément à l'Article 267 de la Loi telle que modifiée, la documentation légale relative à la Fusion a été mise à disposition pour inspection par les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le projet de fusion et publié au Mémorial C numéro 538 daté du 28 février 2014, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserves, et la dissolution subséquente sans liquidation de la Société par l'effet de la Fusion.

D'un point de vue légal, la Fusion prendra effet (i) entre les Sociétés Fusionnantes à compter de la dernière date des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes concordantes approuvant la Fusion et (ii) vis-à-vis des tiers à compter de la publication au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion.

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été clôturée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 avril 2014. Relation: EAC/2014/4822. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014053763/192.

(140061768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

B&D Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 116.876.

B&D Finance 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.206.

In the year two thousand and fourteen, on eleventh day of April.

Before Us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

I. B&D Finance S.A., a public limited liability company ("société anonyme") incorporated under Luxembourg law, having its registered office at 9-11, Grand - Rue, L-1661 Luxembourg and registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under Section B, number 116.876 (hereinafter referred to as the "Acquiring Company"), and

II. B&D Finance 2 S.A., a public limited liability company ("société anonyme") incorporated under Luxembourg law, having its registered office at 9-11, Grand - Rue, L-1661 Luxembourg and registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under Section B, number 108.206 (hereafter referred to as the "Acquired Company" and together with the Acquiring Company, the "Companies");

here both duly represented by Ms. Manuela DIAS MARQUES, with professional address at 37, rue du Saint-Espirit, L-1475 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of powers stated in the resolutions taken by the board of directors of each of the Companies on 4 April 2014.

Extracts of said resolutions after being signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to this deed.

The appearing parties, represented as stated above, declare and request the notary to enact the following common draft merger terms:

Common draft terms of merger:

The respective board of directors of each of the Companies unanimously approved the merger (the "Merger") by acquisition by the Acquiring Company of all the assets and liabilities ("universalité de patrimoine") of the Acquired Company, following dissolution of the latter without liquidation, in accordance with the simplified merger procedure provided for in articles 278 to 280 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and the following common draft terms and conditions of the Merger (the "Common Merger Terms").

1. Description of the companies. The Acquiring Company is denominated B&D Finance S.A. and is a public limited liability company ("société anonyme") incorporated and organized under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office is at 9-11, Grand - Rue, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Acquired Company is denominated B&D Finance 2 S.A. and is a public limited liability company ("société anonyme") incorporated and organized under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office is at 9-11, Grand - Rue, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Acquiring Company owns the entire share capital of the Acquired Company and the procedure applicable to the Merger shall be the simplified merger procedure provided for by articles 278 and following of the Law.

2. Date of the merger. Unless the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company referred to in article 9 hereunder decides otherwise, the Merger shall take effect between the Companies on the date falling one month after the publication of these Common Merger Terms in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date").

Towards third parties, the Merger shall have no effect until after the date of publication in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the notary's certificate enacting the fulfillment of the conditions of article 279 of the Law.

The operations of the Acquired Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Acquiring Company as from the 1st January 2014.

3. Effect of the merger. According to article 274 of the Law, on the Effective Date the Merger shall automatically result in the transfer of all of the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company and the Acquired Company will automatically be substituted by the Acquiring Company in all the rights and obligations of the Acquired Company of any nature whatsoever.

The Acquired Company shall cease to exist ipso jure as at the Effective Date and its shares shall be cancelled. All the records and documents of the Acquired Company will be kept at the registered office of the Acquiring Company during the period prescribed by law.

The Acquiring Company shall carry out all the formalities to effect the Merger in accordance with article 274 of the Law.

4. Transferred assets and liabilities. The assets and liabilities of the Acquired Company transferred pursuant to the Merger shall be transferred at their net book value. The Merger shall not result in an increase of the share capital of the Acquiring Company.

The Merger is based on the approved annual accounts of the Acquired Company as of 31 December 2013.

5. Special rights. The Acquired Company has only issued shares in registered form without par value and no special rights are attached thereto.

The Acquiring Company has only issued shares in registered form without par value and no special rights are attached thereto.

None of the Companies has issued securities other than shares.

6. Special benefits to the directors and auditors. No special benefits are granted to the members of the board of directors of the Companies and to the auditors of the Companies.

7. Documents at the disposal of the shareholders. In accordance with articles 267 and 278 of the Law, the documents listed under paragraph a) and b) of article 267(1) of the Law will be at the disposal of the shareholders of the Companies at their respective registered office at least one month before the Effective Date.

Copies may be obtained by the shareholders upon simple request and free of charge.

8. Creditors protection. As a result of the Merger and as from the Effective Date, the Acquiring Company shall bear all the liabilities of the Acquired Company.

As a consequence and in compliance with article 268 of the Law, the creditors of the Companies, whose claims antedate the date of the publication of the acts enacting the Merger provided for in article 273 of the Law, are entitled to apply for adequate safeguards within two months after such publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the Luxembourg-city district and sitting as in urgency matters, where the Merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the Acquiring Company after the Merger.

9. Shareholders information. Shareholders of the Acquiring Company holding at least 5% of the shares in the Acquiring Company are entitled, during the period of one month prior to the Effective Date, to require that an extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company be convened in order to deliberate and vote on the Merger.

10. Costs and rights. All the costs, rights and fees linked to the present deed and its execution are borne by the Acquiring Company.

11. Registration duty. In accordance with article 6 of the law dated 19 December 2008 regarding the revision of the regime applicable to certain company's acts in relation to the registration duties, the transfer of the assets, movable and immovable, resulting from the Merger is not subject to the registration duty.

Declaration

The undersigned notary public hereby certifies the existence and legality of the Common Merger Terms and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Companies pursuant to Luxembourg Law.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing parties who, represented as stated above, signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le onze avril.

Par-devant Nous Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

I. B&D Finance S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous Section B, numéro 116.876 (ci-après désignée comme la «Société Absorbante»), et

II. B&D Finance 2 S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous Section B, numéro 108.206 (ci-après désignée comme la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés»);

ici toutes deux représentées par Mme. Manuela DIAS MARQUES, ayant son adresse professionnelle au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand - Duché de Luxembourg, en vertu de pouvoirs contenus dans les résolutions prises par le conseil d'administration de chaque Société le 4 avril 2014.

Des extraits de ces résolutions après avoir été signés "ne varietur" par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte.

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-dessus, déclarent et requièrent du notaire qu'il acte les termes du projet commun de fusion suivants:

Conditions du projet commun de fusion:

Le conseil d'administration respectif de chaque Société a approuvé à l'unanimité la fusion par absorption (la «Fusion») par la Société Absorbante de tous les actifs et passifs («universalité de patrimoine») de la Société Absorbée, faisant suite à la dissolution de cette dernière sans liquidation, conformément à la procédure de fusion simplifiée décrite aux articles 278 à 280 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée (la «Loi») et les termes et conditions communs de la Fusion suivants (les «Termes Communs de la Fusion»).

1. Description des sociétés. La Société Absorbante est dénommée B&D Finance S.A. et est une société anonyme constituée et organisée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La Société Absorbée est dénommée B&D Finance 2 S.A. et est une société anonyme constituée et organisée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

The Société Absorbante détient l'entière du capital social de la Société Absorbée et la procédure applicable à la Fusion sera la procédure de fusion simplifiée décrite aux articles 278 et suivants de la Loi.

2. Date de la fusion. A moins que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante dont il est question à l'article 9 ci-dessous n'en décide autrement, la Fusion prendra effet entre les Sociétés un mois après la publication des Termes Communs de la Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date Effective»).

Envers les tiers, la Fusion ne prendra effet qu'après la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du certificat du notaire actant l'accomplissement des conditions énoncées à l'article 279 de la Loi.

Les opérations de la Société Absorbée seront considérées, pour des besoins comptables, comme ayant été réalisées pour le compte de la Société Absorbante à partir du 1^{er} janvier 2014.

3. Effets de la fusion. En vertu de l'article 274 de la Loi, à la Date Effective, la Fusion entraînera automatiquement le transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante et la Société Absorbante sera automatiquement substituée à la Société Absorbée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée de quelle que nature qu'ils soient.

La Société Absorbée cessera d'exister ipso jure à la Date Effective et ses actions seront annulées.

Toutes les publications et tous les documents de la Société Absorbée seront détenus au siège social de la Société Absorbante durant la période prescrite par la Loi.

La Société Absorbante sera chargée d'effectuer toutes les formalités visant à donner effet à la Fusion en vertu de l'article 274 de la Loi.

4. Actifs et passifs transférés. Les actifs et les passifs de la Société Absorbée transférés en vertu de la Fusion le seront à leur valeur comptable. La Fusion n'aura pas pour effet d'augmenter le capital social de la Société Absorbante.

La Fusion est basée sur les comptes annuels approuvés de la Société Absorbée arrêtés au 31 décembre 2013.

5. Droits particuliers. La Société Absorbée a uniquement émis des actions sous forme nominative sans valeur nominale et aucun droit particulier n'est attaché à celles-ci.

La Société Absorbante a uniquement émis des actions sous forme nominative sans valeur nominale et aucun droit particulier n'est attaché à celles-ci.

Aucune des Sociétés n'émit d'autres titres que des actions.

6. Bénéfices particuliers aux administrateurs et commissaires aux comptes. Aucun bénéfice particulier ne sera octroyé aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes des Sociétés.

7. Documents à la disposition des actionnaires. Conformément aux articles 267 et 278 de la Loi, les documents repris aux paragraphes a) et b) de l'article 267(1) de la Loi sera à la disposition des actionnaires des Sociétés à leur siège social respectif au moins un mois avant la Date Effective.

Des copies peuvent être obtenues gratuitement par les actionnaires sur simple demande.

8. Protection des créanciers. En vertu de la Fusion et à partir de la Date Effective, la Société Absorbante supportera toutes les obligations de la Société Absorbée.

En conséquence et conformément à l'article 268 de la Loi, les créanciers des Sociétés, dont les créances sont antérieures à la date de la publication des actes constatant la Fusion prévue à l'article 273 de la Loi, sont autorisés à demander la constitution d'une garantie adéquate dans les deux mois suivant cette publication au juge président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement traitant des matières commerciales dans l'arrondissement de Luxembourg-Ville et siégeant en référé, si la Fusion rend nécessaire une telle garantie. Le Président du Tribunal peut rejeter la demande si le créancier est déjà en possession d'une garantie adéquate ou si une telle garantie n'est pas nécessaire, au regard des actifs et passifs de la Société Absorbante après la Fusion.

9. Information des actionnaires. Les actionnaires de la Société Absorbante détenant au moins 5% de ses actions peuvent, durant une période d'un mois avant la Date Effective, demander qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante soit convoquée dans le but de délibérer et de voter sur la Fusion.

10. Coûts et droits. Tous les coûts, droits et montants liés au présent acte ainsi qu'à son exécution sont à la charge de la Société Absorbante.

11. Droits d'enregistrement. Conformément à l'article 6 de la Loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, le transfert des biens, meubles ou immeubles, résultant de la Fusion n'est pas soumis à la perception de droits d'enregistrement.

Déclaration

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du présents Termes Communs de la Fusion et de tout acte, document et formalités incombant aux Sociétés conformément à la Loi Luxembourgeoise.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, constate que les parties comparantes, ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivie d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, celles-ci, telle que représentées ci-dessus, ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Dias Marques, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 avril 2014. Relation: EAC/2014/5273. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014053552/192.

(140061455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Finarch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3429 Dudelange, 208, route de Burange.

R.C.S. Luxembourg B 78.384.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of March.

In front of Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office located at 89F, rue Pafebruch "WestSide Village", L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg") under number B 54.638 (the "Sole Shareholder"),

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with address at 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed ne varietur by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Finarch S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at 208, route de Burange, L-3429 Dudelange, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78.384, incorporated by a deed enacted by Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven, on 14 September 2000, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial") number 280 dated 19 April 2001 (the "Company" and together with the Sole Shareholder, the "Merging Companies").

II.- That the 100 (one hundred) shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred twenty-five euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- It is intended to merge the Company into the Sole Shareholder whereby the Company, as absorbed company, shall cease to exist and its entire assets and liabilities shall be transferred to the Sole Shareholder (the "Merger").

IV.- That the provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been fulfilled with as follows:

- Publication on 28 February 2014 of the common draft terms of merger in the Mémorial C number 538, corresponding to a period of at least 1 (one) month before the date of the general meetings of shareholders of each of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger;

- Waiver by the shareholders of each of the Merging Companies of their right to examine the annual accounts of the Merging Companies as at 31 December 2013; and

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of each of the Merging Companies at least one month before the date of the general meetings of shareholders of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger.

V.- That the agenda ("Agenda") of the meeting is the following:

1. Waiving of convening notice;
2. Acknowledgement in connection with the merger by absorption of the Company by Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., of the draft common terms of merger;
3. Approval of the merger by absorption of the Company by Financial Reporting Systems Luxembourg S.A. and of the dissolution without liquidation of the Company by operation of the merger;
4. Approval of the granting of a full discharge to the managers of the Company in connection with resolution 3. above; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declared the following:

First resolution

The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting. The Sole Shareholder acknowledges having been sufficiently informed on the Agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the Agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow the Sole Shareholder to carefully examine each document.

Second resolution

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the common draft terms of merger relating to the Merger.

The Merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company, without exception and reserves, to the Sole Shareholder.

MERGER PROJECT

The Sole Shareholder notes that the sole manager of the Company and the board of directors of the Sole Shareholder, as absorbing company, entered into the common draft terms of merger (the "Merger Project"), under private seal, on 24 February 2014.

The Sole Shareholder further notes that the Merger Project was published in the Mémorial C number 538 dated 28 February 2014.

Explanatory report of the merging companies and independent expert report

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 278 of the Law, articles 265 and 266 of the Law are not applicable, and therefore, the detailed written report of the management bodies of the Merging Companies explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project, as well as the report of an independent expert on the Merger Project, are not required and have not been prepared.

Interim financial statements

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 267 (1) of the Law, the shareholders of each of the Merging Companies have unanimously decided to waive their right to examine the annual accounts as at 31 December 2013 concerning each of the Merging Companies and instead interim accounts as of 31 December 2013 have been prepared.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, as amended, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the shareholders of each of the Merging Companies at the registered office of each of the Merging Companies.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, as described in the common terms of merger published in the Mémorial C number 538 dated 28 February 2014, in all its provisions and its entirety, without exception and reserves and the subsequent dissolution without liquidation of the Company by operation of the Merger.

From a legal standpoint, the Merger will become effective (i) between the Merging Companies as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger and (ii) vis-à-vis third parties as from the publication with the Mémorial of the minutes of the extraordinary general meetings of shareholders of each of the Merging Companies approving the Merger.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to give full discharge to the managers of the Company for the performance of their mandates and until the date hereof.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et unième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire, de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 89F, rue Pafebruch "WestSide Village", L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 54.638 (l'«Associé Unique»),

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, avec adresse au 5 rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée "ne varietur" par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, ainsi représentée, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Finarch S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social sis au 208, route de Burange, L-3429 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 78.384, constituée par un acte dressé par Maître Paul Bettingen, notaire, résidant à Niederanven, le 14 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 280 daté du 19 avril 2001 (la «Société», et ensemble avec l'Associé Unique, les «Sociétés Fusionnantes»).

II.- Que les 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de 125 EUR (cent vingt-cinq Euros) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- Il est envisagé de procéder à la fusion de la Société dans l'Associé Unique, par laquelle la Société, en tant que société absorbée, cessera d'exister et la totalité de ses actifs et passifs sera transférée à l'Associé Unique (la «Fusion»).

IV.- Que les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

- Publication le 28 février 2014 du projet commun de fusion au Mémorial C numéro 538, correspondant à une période d'au moins 1 (un) mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion;

- Renonciation par les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes à leur droit d'examiner les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes au 31 décembre 2013; et

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion.

V.- Que l'ordre du jour (l'«Ordre du Jour») de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation au droit de convocation préalable;

2. Reconnaissance, en relation avec la fusion par absorption de la Société par Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., du projet commun de fusion;

3. Approbation de la fusion par absorption de la Société par Financial Reporting Systems Luxembourg S.A. et de la dissolution sans liquidation de la Société par effet de la fusion;

4. Approbation de l'octroi d'une décharge totale aux gérants de la Société eu égard à la résolution 3. susmentionnée; et

5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique a déclaré ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable afférent à la présente assemblée. L'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'Ordre du Jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'Ordre du Jour. Il est en outre décidé que toute la documentation présentée à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de permettre à l'Associé Unique un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

L'Associé Unique déclare avoir connaissance du projet commun de fusion relatif à la Fusion.

La Fusion sera mise en oeuvre par l'apport de l'ensemble des actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société, sans exception ni réserves, à l'Associé Unique.

PROJET DE FUSION

L'Associé Unique note que le gérant unique de la Société et le conseil d'administration de l'Associé Unique, en tant que société absorbante, ont conclu un projet commun de fusion (le «Projet de Fusion»), sous seing privé, en date du 24 février 2014.

L'Associé Unique note ensuite que le Projet de Fusion a été publié au Mémorial C numéro 538 en date du 28 février 2014.

Rapport explicatif des sociétés fusionnantes et rapport de l'expert indépendant

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 278 de la Loi, les articles 265 et 266 de la Loi ne sont pas applicables et, par conséquent, le rapport écrit détaillé des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes expliquant et établissant les motifs juridiques et économiques du Projet de Fusion, ainsi que le rapport de l'expert indépendant sur le Projet de Fusion, ne sont pas requis et n'ont pas été préparés.

Etats comptables intérimaires

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 267 (1) de la Loi, les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont unanimement décidé de renoncer à leur droit d'examiner les comptes annuels au 31 décembre 2013 concernant chacune des Sociétés Fusionnantes et à la place, des comptes intérimaires à la date du 31 décembre 2013 ont été préparés.

Documentation publique

Conformément à l'Article 267 de la Loi telle que modifiée, la documentation légale relative à la Fusion a été mise à disposition pour inspection par les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le Projet de Fusion publié au Mémorial C numéro 538 daté du 28 février 2014, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserves, et la dissolution subséquente sans liquidation de la Société par l'effet de la Fusion.

D'un point de vue légal, la Fusion prendra effet (i) entre les Sociétés Fusionnantes à compter de la dernière date des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes concordantes approuvant la Fusion et (ii) vis-à-vis des tiers à compter de la publication au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de donner décharge aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date des présentes.

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été clôturée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 avril 2014. Relation: EAC/2014/4821. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014053766/196.

(140061742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

**Cervin S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Cervin S.A.-SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 171.934.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept janvier.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CERVIN S.A. SPF», ayant son siège social à Luxembourg, 6, rue Adolphe, (R.C.S. Luxembourg: B 171 934) constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 5 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2699 du 6 novembre 2012. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Nathalie GAUTIER, Master Administration des Entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Pascale GUILLAUME, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Bénédicte VERHEYEN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1) Réduction de capital de EUR 84.000,00 (quatre-vingt-quatre mille euros) pour le porter de sa valeur actuelle de EUR 115.000,00 à EUR 31.000,00 sans modifier le nombre des actions qui restera fixé à 1.150,

2) Suppression de la valeur nominale des actions,

3) Instauration d'un nouveau capital autorisé de EUR 3.100.000,00

4) Adaptation de l'article 5 des statuts en conséquence comme suit:

«Le capital social est fixé à EUR 31.000,00 (trente et un mille euros) représenté par 1.150 (mille cent cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00) qui sera représenté par cent quinze mille (115.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 17 janvier 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

5) Modification du statut fiscal de la Société qui n'aura plus désormais le statut d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières – SOPARFI,

6) Modification de l'article 1^{er} des statuts de la société qui se lira dorénavant comme suit: «Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de CERVIN S.A.»,

7) Modification de l'article 3 des statuts de la société comme suit: «La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non pas pour l'utilisation personnelle de la société.»

8) Modification de l'article 19 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»,

9) Divers.

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social souscrit à concurrence d'un montant de quatre-vingt-quatre mille euros (EUR 84.000,00) pour le porter de sa valeur actuelle de cent quinze mille euros (EUR 115.000,00) à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) par diminution du pair comptable des actions et remboursement aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans la société.

L'assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour effectuer le remboursement en respectant les dispositions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'instaurer un nouveau capital autorisé d'un montant de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00) qui sera représenté par cent quinze mille (115.000) actions sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée autorise le conseil d'administration en outre à émettre des emprunts obligataires convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la loi concernant les sociétés commerciales, l'assemblée autorise le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé et notamment avec l'autorisation de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires lors de l'émission d'actions nouvelles et lors de l'émission d'obligations convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Ce rapport restera annexé aux présentes.

Cette autorisation est valable pour un période de cinq ans expirant le 17 janvier 2019.

En conséquence des résolutions précédentes, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) représenté par mille cent cinquante (1.150) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000,00) qui sera représenté par cent quinze mille (115.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 17 janvier 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le statut fiscal de la Société qui n'aura plus désormais le statut d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières – SOPARFI.

Cinquième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article 1^{er}, l'article 3 et l'article 19 des statuts de la société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante

Art. 1^{er}. «Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de CERVIN S.A.»

Art. 3. «La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non pas pour l'utilisation personnelle de la société.»

Art. 19. «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. GAUTIER, P. GUILLAUME, B. VERHEYEN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 janvier 2014. Relation: EAC/2014/1020. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014023933/201.

(140029119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

Clann Hotel s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9660 Insenborn, Maison 41.

R.C.S. Luxembourg B 96.880.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032179/9.

(140036219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Alius Worth S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 173.480.

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth day of November.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of the company "Alius Worth S.A. - SPF", having its registered office at 8A, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Me Joëlle SCHWACHTGEN, residing in Wiltz, acting on behalf of her colleague Me Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, which latter is the depositary of the deed, dated on December 3rd, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 117 on January 17th, 2013,

registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 173.480 (the "Company").

The meeting is opened at 02:00 p.m. and presided by M. Rosendo ESPALLARGAS PASCUAL, director, residing professionally in Brazil.

The chairman appoints as secretary Ms Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer M. Yannick KANTOR, jurist, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Increase the Company's capital by an amount of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) so as to raise it from its present level of six hundred thirty thousand euro (EUR 630,000.-) represented by six thousand three hundred (6,300) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-), to an amount of nine hundred thirty thousand euro (EUR 930,000.-) by the creation and the issue of three thousand (3,000) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares of the Company, (the "New Shares").

2. Subscription and payment of three thousand (3,000) new shares.

3. Subsequent amendment of the first paragraph of Art. 5.1. of the Articles of the Company.

4. Miscellaneous.

(ii) The shareholders represented, and the number of their shares are shown on an attendance-list, which, signed "ne varietur" by the shareholders present, by the board of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The whole corporate capital being present at the present meeting and all the shareholders present declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(iv) The present meeting, representing the whole corporate capital of the Company, is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, each time unanimously, acknowledged the following:

First resolution:

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) so as to raise it from its present level of six hundred thirty thousand euro (EUR 630,000.-) represented by six thousand three hundred (6,300) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, to an

amount of nine hundred thirty thousand euro (EUR 930,000.-) by the creation and the issue of three thousand (3,000) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares of the Company, (the "New Shares").

*Second resolution:
Subscription - Liberation*

All the three thousand (3,000) new shares have been subscribed by the existing shareholders, as following:

Shareholders	Subscription	Liberation
Mr Albert ESPALLARGAS PASCUAL	1,000	EUR 100,000.-
Mr David ESPALLARGAS PASCUAL	1,000	EUR 100,000.-
Mr Rosendo ESPALLARGAS PASCUAL	1,000	EUR 100,000.-
Total:	3,000	EUR 300,000.-

The New Shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the amount of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) is now at the disposal of the Company, as it has been proven to the undersigned notary who states it.

Third resolution:

As a consequence of the above increase of the share capital of the Company, the first paragraph of Article 5.1. of the Articles is amended so as to have the following wording:

“ **Art. 5.1. (1st paragraph).** The Company has a share capital of nine hundred thirty thousand euro (EUR 930,000.-), divided into nine thousand three hundred (9,300) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.”

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at 03:30 p.m.

Costs

The total costs, expenses and charges in whatever form that the company incurs or which are charged to it by virtue of this extraordinary general meeting is estimated without prejudice at the amount of one thousand seven hundred thirty euro (EUR 1,730.-).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatorze novembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Alius Worth S.A. - SPF», une société anonyme, ayant son siège social au 8A, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, constituée suivant acte de Me Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz, agissant en remplacement de son confrère empêché Me Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, lequel est dépositaire de la minute, en date du 3 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 117 du 17 janvier 2013,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.480 («la Société»).

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures et présidée par M. Rosendo ESPALLARGAS PASCUAL, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au Brésil.

Le Président désigne comme secrétaire Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, M. Yannick KANTOR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de trois cent mille euros (300.000,-EUR) pour le porter de son montant actuel de six cent trente mille euros (630.000,-EUR) représenté par six mille trois cents (6.300) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, à un montant de neuf cent trente mille euros (930.000,-EUR) par la création et l'émission de trois mille (3.000) nouvelles actions ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes de la Société, (les «Nouvelles Actions»);

2. Souscription et libération des trois mille (3.000) nouvelles actions (les «Nouvelles Actions»);
3. Modification du premier paragraphe de l'article 5.1. des Statuts de la Société.
4. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'il possède ont été portés sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, par les membres du bureau et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

(iii) L'intégralité du capital social étant présent, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur ont été communiqué au préalable.

(iv) La présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

La Présidente soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de trois cent mille euros (300.000,-EUR) pour le porter de son montant actuel de six cent trente mille euros (630.000,-EUR) représenté par six mille trois cents (6.300) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, à un montant de neuf cent trente mille euros (930.000,-EUR) par la création et l'émission de trois mille (3.000) nouvelles actions ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes de la Société, (les «Nouvelles Actions»).

*Deuxième résolution:
Souscription - Libération*

Toutes les trois mille (3.000) actions nouvelles ont été souscrites par les actionnaires actuels de la Société, comme suit:

Actionnaires	Souscription	Libération
Mr Albert ESPALLARGAS PASCUAL	1.000	100.000,- EUR
Mr David ESPALLARGAS PASCUAL	1.000	100.000,- EUR
Mr Rosendo ESPALLARGAS PASCUAL	1.000	100.000,- EUR
Total:	3.000	300.000,- EUR

Les Nouvelles Actions ont toutes été intégralement libérées moyennant versement en numéraire, de sorte que le montant de trois cent mille euros (300.000,- EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Troisième résolution:

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée modifie le premier paragraphe de l'article 5.1. des Statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 5.1. (1^{er} alinéa).** La Société a un capital social de neuf cent trente mille euros (930.000,-EUR), représenté par neuf mille trois cents (9.300) actions, ayant une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée à 15.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de cette assemblée générale extraordinaire des présentes sont estimés à mille sept cent trente euros (1.730,-EUR).

DONT ACTE, fait passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des même comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont tous signées avec le Notaire le présent acte.

Signé: ROSENDO ESPALLARGAS PASCUAL, Y. KANTOR, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19.11.2013. Relation: LAC/2013/52413. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 17.02.2014.

Référence de publication: 2014024455/146.

(140029865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

First State Investments GIP Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.521.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of December.

Before the undersigned Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present deed.

There appeared:

CFSPAI Malta Co Limited, a company incorporated and organised under the laws of Malta, having its registered office at Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malta, registered with the Companies Registry of Malta under number C 41267,

duly represented by Mr Owen Rowlands, Juriste, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed.

Such appearing party, acting in its capacity as sole shareholder (the "Sole Shareholder") of First State Investments GIP Management S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 132521 (the "Company"), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed of Maître Paul Frieders, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 26 July 2007, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* (the "Mémorial") N ° 2573 on 12 November 2007, and the articles of incorporation of which were last amended by a deed before Maître Carlo Wersandt on 21 November 2013, not yet published in the *Mémorial*, has requested the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 11.7 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **11.7.** The board of directors of the Company can deliberate and/or act validly only if at least two of the Company's directors are present or represented at a meeting of the board of directors of the Company. Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event of a deadlock, the chairman of the board of directors of the Company shall have a casting vote.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 11.8 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **11.8.** Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors of the Company may also be passed in writing. Such resolution will consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every director (*résolution circulaire*). The date of such resolution will be the date of the last signature."

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 15 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **15.1.** The Company will be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any director of the Company or by the signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by any single director or by the board of directors."

Costs and expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting has been estimated at about one thousand two hundred euros (EUR 1.200.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

This deed having been read to the person appearing known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois de décembre.

Par devant le soussigné Maître Edouard Delosch, notaire résidant à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, lequel restera dépositaire du présent acte.

A comparu:

CFSPAI Malta Co Limited, une société constituée et organisée en vertu des lois de Malte, ayant son siège social au Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malte, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Malte sous le numéro C 41267,

dûment représentée par Monsieur Owen Rowlands, Juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte.

La partie comparante, agissant en sa qualité d'associé unique (l'«Associé Unique») de First State Investments GIP Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132521 (la «Société»), constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte du notaire de Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 26 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») n ° 2573 en date du 12 novembre 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire de Maître Carlo Wersandt le 21 novembre 2013, non encore publié au Mémorial, a requis le notaire instrumentant de constater ses résolutions comme suit:

Première Résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 11.7 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **11.7.** Le conseil de gérance de la Société ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si au moins deux des gérants de la Société sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance de la Société. Les décisions seront prises à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à la réunion. En cas d'un blocage, le président du conseil de gérance de la Société a un vote prépondérant.»

Seconde Résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 11.8 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **11.8.** Nonobstant ce qui précède, une résolution du conseil de gérance de la Société peut être adoptée par écrit. Cette résolution prendra la forme d'un ou plusieurs documents contenant les décisions et signé par chaque gérant. La date de la résolution sera la date de la dernière signature.»

Troisième Résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 15 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **15.1.** La Société sera engagée en tout circonstance vis-à-vis des tiers par la signature unique d'un gérant quelconque de la Société ou, par la signature de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été conféré par un seul gérant ou par le conseil de gérance.»

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire a été estimé à environ mille deux cent euros (EUR 1.200.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du document.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

L'acte ayant été lu à la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et résidence, ladite partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. ROWLANDS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 30 décembre 2013. Relation: DIE/2013/15893. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024640/107.

(140029431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

First State Investments Fund Management S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 260.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 128.117.

—
In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of December.

Before the undersigned Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CFSPAI Malta Co Limited, a company incorporated and organised under the laws of Malta, having its registered office at Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malta, registered with the Companies Registry of Malta under number C 41267,

duly represented by Mr Owen Rowlands, Juriste having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed.

Such appearing party, acting in its capacity as sole shareholder (the "Sole Shareholder") of First State Investments Fund Management S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 128.117 (the "Company"), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed of Maître Martine Schaeffer, notary then residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, on 2 May 2007, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* (the "Mémorial") N° 1422 on 11 July 2007, and the articles of incorporation of which were last amended by a deed before Maître Carlo Wersandt on 21 November 2013 not yet published in the *Mémorial*, has requested the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 11.7 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **11.7.** The board of directors of the Company can deliberate and/or act validly only if at least two of the Company's directors are present or represented at a meeting of the board of directors of the Company. Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event of a deadlock, the chairman of the board of directors of the Company shall have a casting vote.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 11.8 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **11.8.** Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors of the Company may also be passed in writing. Such resolution will consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every director (*résolution circulaire*). The date of such resolution will be the date of the last signature."

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 15 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **15.1.** The Company will be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any director of the Company or by the signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by any single director or by the board of directors."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting has been estimated at about one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-) The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxy-holder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour du mois de décembre.

Par devant le soussigné Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CFSPAI Malta Co Limited, une société constituée et organisée en vertu des lois de Malte, ayant son siège social au Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malte, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Malte sous le numéro C 41267,

dûment représentée par Monsieur Owen Rowlands, Juriste ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte.

La partie comparante, agissant en sa qualité d'associé unique (l'«Associé Unique») de First State Investments Fund Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128117 (la «Société»), constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte du notaire de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, le 2 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») n °1422 en date du 11 juillet 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire de Maître Carlo Wersandt le 21 novembre 2013, non encore publié au Mémorial, a requis le notaire instrumentant de constater ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 11.7 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **11.7.** Le conseil de gérance de la Société ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si au moins deux des gérants de la Société sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance de la Société. Les décisions seront prises à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à la réunion. En cas d'un blocage, le président du conseil de gérance de la Société a un vote prépondérant.»

Seconde résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 11.8 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **11.8.** Nonobstant ce qui précède, une résolution du conseil de gérance de la Société peut être adoptée par écrit. Cette résolution prendra la forme d'un ou plusieurs documents contenant les décisions et signé par chaque gérant. La date de la résolution sera la date de la dernière signature.»

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 15 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **15.1.** La Société sera engagée en tout circonstance vis-à-vis des tiers par la signature unique d'un gérant quelconque de la Société ou, par la signature de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été conféré par un seul gérant ou par le conseil de gérance.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire a été estimé à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire instrumentant qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et résidence, ladite partie personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. ROWLANDS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 30 décembre 2013. Relation: DIE/2013/15895. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024639/105.

(140029432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 157.276.

L'associé de la Société Allianz Infrastructure Luxembourg I SICAV-FIS, inscrite au RCS sous le numéro B 164.966, déclare avoir changé sa dénomination sociale en date du 3 janvier 2014 en Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A.

L'associé de la Société Allianz Infrastructure Luxembourg II SICAF-FIS, inscrite au RCS sous le numéro B 165.370, déclare avoir changé sa dénomination sociale en date du 3 janvier 2014 en Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014027601/14.

(140033574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2014.

I&T Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.297.

L'an deux mille treize, le trente et un décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de "I&T LUX INVEST", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157297, constituée par acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 3 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 154 du 26 janvier 2011 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Madame Alexia UHL, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme scrutateur.

Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les associés représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des associés tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Approbation de la situation intérimaire à la date du transfert de la société;
2. Transfert du siège social de Luxembourg vers Malte, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée de droit maltais.
3. Fixation du siège social à Malte.
4. Démission des trois administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
5. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit maltais et fixation de la durée de la société pour une durée illimitée, et modification de son objet.
6. Nomination d'un gérant.
7. Nomination d'un représentant fiscal à Luxembourg.
8. Effet juridique relative aux résolutions prises.

9. Mandat à donner à la société SGG Corporate Services Malta Ltd., à Malte aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire afin de confirmer le transfert de siège à Malte (Valletta) et d'adapter les statuts de la Société à la législation maltaise et de fixer l'adresse du siège social.

10. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée approuve la situation intérimaire en date du 31 décembre 2013 de la Société à la date de transfert de la Société, lequel bilan, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de Luxembourg à La Valette (Malte), sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit maltais.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la Société à Malte, 259, St Paul Street VLT-1213 Valletta. La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

Quatrième résolution

Il est pris acte de la démission des trois administrateurs en place:

- Madame Françoise DUMONT;
- Monsieur Christian FRANCOIS;
- Madame Laurence MOSTADE;

et il leur accorde, par vote spécial, décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

Les statuts seront complètement refondus afin d'être adaptés à la législation maltaise.

Sixième résolution

En remplacement des administrateurs démissionnaires les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant de la Société sous l'empire du droit maltais:

Monsieur Grégory GUISSARD, né le 1^{er} aout 1980 à Braine l'Alleud (Belgique) et demeurant au 23, boulevard de la Cluse à 1205 Genève (Suisse).

Septième résolution

L'Assemblée décide, conformément à l'article 89 de la Loi Générale des Impôts, de nommer SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, afin de recevoir toutes les notifications émises par l'Administration des Contributions Directes du Grand-Duché de Luxembourg et adressées à la Société.

Huitième résolution

Les résolutions prises aux points 5 à 7 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce à Valletta (Malte).

Neuvième résolution

L'assemblée confère tous pouvoirs au SGG Corporate Services Malta Ltd., à Malte, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce de Malte, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

Confirmation

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000), était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers Valletta (Malte) et que l'adresse du siège social reste encore à déterminer.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: UHL, GOERES, DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 07 janvier 2014 LAC/2014/782 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 17 février 2013.

Référence de publication: 2014024713/97.

(140029906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Violin FinCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1513 Luxembourg, 63, boulevard Prince Felix.

R.C.S. Luxembourg B 181.916.

The year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of December.

Before Us Maître Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholder of Violin FinCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 63, Boulevard Prince Felix, L-1513 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B181916 and having a share capital of twelve thousand six hundred Pound Sterling (GBP 12,600.-) (the Company), established by notarial deed by Maître Cosita Devaux, Notary residing in Redange-sur-Attert on 27 November 2013, published on 3 December 2013, 2013, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 3050. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since incorporation on 27 November 2013.

THERE APPEARED:

VIOLIN MIDCO LTD, a private company limited by shares incorporated and existing under the laws of the England and Wales, having its registered office at 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, United Kingdom and registered with the Registrar of Companies for England and Wales, under number 8781558 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present Deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that twelve thousand six hundred shares, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP1) each, and representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may consider the items of the agenda, hereinafter reproduced;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. change of the accounting currency of the Company, effective as of the date of the extraordinary general meeting, from British Pounds Sterling (GBP) to United States Dollars (USD);

2. (i) conversion of the currency of the subscribed share capital of the Company from British Pounds Sterling (GBP) to United States dollars (USD); (ii) setting of the number of shares of the Company at twenty thousand (20,000) shares; and (iii) setting of the nominal value of the shares of the Company at one Dollar (USD 1) each, (iv) with the allocation of any difference arising from the exchange rate change to the share premium account of the Company;

3. subsequent amendment to article 5.1 of the Articles of Association of the Company in order to reflect the above changes;

4. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to effect and record the conversion of the currency of the share capital of the Company and the setting of the new par value of the shares;

5. Miscellaneous.

III. that the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the accounting currency of the Company, effective as of the date of this extraordinary general meeting, from British Pounds Sterling (GBP) to United States Dollars (USD).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the currency of the subscribed share capital of the Company from British Pound Sterling (GBP) into United States Dollar (USD) by using the closing exchange rate published by the Bank of England on 18 December 2013, being the opening exchange rate of 19 December 2013, and according to which GBP 1.- is the equivalent of USD 1.6392 (evidence of which has been given to the undersigned notary and will remain attached to the present deed) that is, to convert from twelve thousand six hundred British Pounds Sterling (GBP 12,600) into twenty thousand six hundred and fifty three United States Dollars and ninety two cents (USD20,653.92).

The Sole Shareholder resolves to set the share capital of the Company at twenty thousand United States Dollars (USD20,000) and to restate the nominal value of the shares at one United States Dollar (USD1) per share, such that the share capital of the Company is twenty thousand United States Dollars divided into twenty thousand shares of one United States Dollar (USD1) each, with the remaining part of six hundred and fifty three United States Dollars and ninety two cents (USD653.92) being allocated to the share premium account of the Company.

Third resolution

As a result of the above Resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles of Association such that it shall read as follows:

“ 5.1. The share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD1) each.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to effect and record the conversion of the currency of the share capital of the Company, and the setting of the new nominal value of the shares.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing party or its representative, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present Deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, said representative signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour de décembre.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé de Violin FinCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée existant et constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe 63, boulevard Felix, L-1513 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181916 et disposant d'un capital social de douze mille six cents livres Sterling (GBP 12.600,-) (la Société), constituée par acte notarié de Maître Cosita Devaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert le 27 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 3050 du 3 décembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution du 27 novembre 2013.

A COMPARU:

VIOLIN MIDCO LTD, une société à responsabilité limitée existant et constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, dont le siège social se situe 20-22 Bedford Row, Londres WC1R 4JS, Royaume-Uni et immatriculée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 8781558 (l'Associé Unique),

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, de résidence professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que douze mille six cents (12.600) parts sociales d'une valeur nominale de une livre Sterling (GBP 1,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont dûment représentées à cette Assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut considérer les points de l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Changement de la devise comptable de la Société avec effet à la date de l'assemblée générale extraordinaire, de la livre Sterling (GBP) au dollar américain (USD);

2. (i) conversion de la devise du capital social souscrit de la Société de la livre Sterling en dollar américain (USD); (ii) fixation du nombre de parts sociales de la Société à vingt mille (20.000) parts sociales; et (iii) fixation de la valeur nominale des parts sociales de la Société à un dollar américain (USD 1) chacune, (iv) avec affectation au compte de prime d'émission de la Société de la différence provenant de la conversion au taux de change;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des Statuts de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus;

4. Modification du registre des associés afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour inscrire et effectuer au nom et pour le compte de la Société la conversion de la devise du capital social de la Société et la fixation de la nouvelle valeur nominale des parts sociales; et

5. Divers.

III. Que l'Assemblée décide de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la devise comptable de la Société avec effet à la date de cette assemblée générale extraordinaire, de la livre Sterling (GBP) au dollar américain (USD).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de convertir la devise du capital social souscrit de la Société de la livre Sterling (GBP) en dollar américain (USD), en utilisant le taux de change de clôture publié par la Banque d'Angleterre le 18 décembre 2013, soit le taux de change d'ouverture du 19 décembre 2013, selon lequel GBP 1 équivaut à USD 1.6392 (dont preuve a été donnée au notaire instrumentant et qui restera annexée au présent acte) c'est-à-dire de le convertir de douze mille six cents livres Sterling (GBP 12.600,-) en vingt mille six cent cinquante-trois dollars américains et quatre-vingt-douze cents (USD 20.653,92).

L'Associé Unique décide de fixer le capital social de la Société à vingt mille dollars américains (USD 20.000) et de refixer la valeur nominale des parts sociales à un dollar américain (USD 1) par part sociale de sorte que le capital social de la Société est de vingt mille dollars américains (USD 20.000) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales de un dollar américain (USD 1) chacune, avec affectation du montant restant de six cent cinquante-trois dollars américains et quatre-vingt-douze cents (USD 653,92) au compte de prime d'émission de la Société.

Troisième résolution

En conséquence des Résolutions ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, de sorte qu'il aura la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour inscrire et effectuer au nom et pour le compte de la Société la conversion de la devise du capital social de la Société et la fixation de la nouvelle valeur nominale des parts sociales.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison cet acte sont à environ de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Esch-sur-Alzette.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17347. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014024313/154.

(140029143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

Belca Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 31.024.

L'an deux mille treize, le vingt-sept décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "Belca Holding S.A.", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 31024, (la "Société"), constituée suivant acte notarié du 12 juillet 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 352 du 30 novembre 1989,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 28 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1964 du 13 août 2013.

L'Assemblée est présidée par Madame Aldijana GEGIC, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne Madame Catia CAMPOS, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Arina BARTHELEMY, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 1.259.000 (un million deux cent cinquante-neuf mille euros) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à EUR 1.290.000 (un million deux cent quatre-vingt-dix mille euros) sans émission d'actions nouvelles mais par augmentation du pair comptable des actions existantes;

2. Souscription et libération intégrale de l'augmentation de capital par incorporation de réserves libres;

3. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 3 des statuts;

4. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 1.259.000 (un million deux cent cinquante-neuf mille euros) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à EUR 1.290.000 (un million deux cent quatre-vingt-dix mille euros) sans émission d'actions nouvelles mais par augmentation du pair comptable des actions existantes.

L'Assemblée constate que l'augmentation de capital réalisée ci-avant a été entièrement libérée moyennant incorporation au capital de réserves au montant total de EUR 1.259.000 (un million deux cent cinquante-neuf mille euros).

La justification de l'existence de ces réserves a été rapportée au notaire instrumentant par des documents comptables.

L'existence de ces réserves a été en outre prouvée par un certificat établi par le conseil d'administration de la Société, lequel certificat, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Deuxième résolution

Afin de refléter ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts et de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. (premier alinéa).** Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 1.290.000 (un million deux cent quatre-vingt-dix mille euros), représenté par cinq mille (5.000) actions sans désignation de valeur nominale."

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille trois cents euros (EUR 2.300,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. GEGIC, C. CAMPOS, A. BARTHELEMY, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2013. LAC/2013/60465. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014027649/75.

(140033835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2014.

Evoris Groupe s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 142.729.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 13 février 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale, a déclaré dissoute et a ordonné la liquidation de la société EVORIS GROUPE S.à r.l., avec siège social à L-3378 LIVANGE, Zone Industrielle, de fait inconnue à cette adresse.

Ledit jugement ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 07 mars 2014 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Yannick GENOT

Le liquidateur

Référence de publication: 2014031054/16.

(140034345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Craven Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 124.797.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 19 février 2014, avec effet au 19 février 2014, que la société Achadas Worldwide Inc a cédé 640 parts sociales ordinaires et 160 parts sociales privilégiées qu'elle détenait dans la société Craven Properties S.à r.l. à la société Eclipse Enterprise Holdings Ltd., ayant son siège social à OMC Chambers Wickham's Cay 1, P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2014030997/15.

(140034611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.